

- établir des mécanismes sûrs pour le dédouanement des marchandises ailleurs qu'à la frontière;
- réduire les embouteillages aux principaux postes frontaliers en investissant réciproquement dans nos installations;
- trouver des solutions technologiques qui permettront d'accélérer le commerce aux frontières, notamment des sceaux électroniques pour les conteneurs;
- accroître le nombre d'agents de contrôle à l'étranger et revoir nos politiques concernant les visas de visiteur.

L'affectation outre-mer d'agents de contrôle de l'immigration est une innovation canadienne qui a été adoptée avec succès par d'autres gouvernements. Au cours des six dernières années, les agents canadiens à l'étranger ont bloqué plus de 33 000 personnes munies de faux documents avant qu'elles ne montent à bord d'avions à destination de l'Amérique du Nord. Plus de 8 300 personnes ont ainsi été interceptées l'an dernier seulement.

D'autres mesures du plan d'action visent à renforcer la coordination entre les agences responsables d'appliquer la loi au Canada et aux États-Unis pour contrer des menaces communes.

Extirper les terroristes

Les organismes policiers, de sécurité et de renseignement canadiens collaborent activement à la plus importante enquête internationale de l'histoire afin d'éliminer et de démanteler les réseaux de soutien du terrorisme, où qu'ils soient.

Le Canada a appuyé la résolution 1373 du Conseil de sécurité de l'ONU visant à geler les avoirs des personnes qui commettent ou facilitent des actes terroristes et à interdire la fourniture et la collecte de fonds à des fins terroristes. À la mi-décembre, des institutions financières canadiennes avaient gelé les 344 000 \$ associés aux 22 comptes désignés aux termes du *Règlement d'application de la résolution des Nations Unies sur la lutte contre le terrorisme*.

Le Canada a ratifié 10 des 12 conventions contre le terrorisme de l'ONU et ratifiera bientôt les deux autres grâce à la nouvelle *Loi antiterroriste*.

Le gouvernement a investi un montant supplémentaire de 63 millions de dollars dans le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada pour accroître sa capacité de bloquer le financement des terroristes.

Contribution militaire

Le Canada participe à la campagne militaire internationale dirigée par les États-Unis contre le terrorisme. Ont été affectés à l'opération Apollo :

- presque 3 000 hommes et femmes des Forces canadiennes, y compris une unité d'infanterie de 750 personnes déployée dans la région de Kandahar en Afghanistan dans le cadre d'une force opérationnelle de l'Armée américaine, d'ici la mi-février;
- deux frégates, un destroyer et un navire de ravitaillement en place dans la mer d'Arabie;
- une frégate canadienne intégrée à un groupe aéronaval des États-Unis;
- des appareils canadiens devant procéder à des ponts aériens dans la région.

Activités diplomatiques

Le Canada oeuvre de concert avec d'autres pays pour élargir la coalition contre le terrorisme, ainsi qu'appuyer l'administration intérimaire de l'Afghanistan, assurer qu'elle est représentative, responsable, stable et multi-ethnique, et favoriser la reconstruction de ce pays.

Le Canada occupe une position unique en qualité de membre notamment du G8 (qu'il préside actuellement), de l'OTAN, de l'ONU, du Commonwealth, de la Francophonie et de l'Organisation des États américains pour faire avancer la lutte antiterroriste lors des sommets et autres réunions importantes.

Aide humanitaire

Profondément préoccupé par la crise humanitaire en Afghanistan, le Canada a fourni une aide d'urgence de 16 millions de dollars à ce pays depuis le 11 septembre. Cela s'ajoute aux plus de 12 millions de dollars versés en 2001 avant la crise et aux plus de 160 millions de dollars fournis au cours des 10 dernières années.

Le Canada a aussi annoncé des mesures visant à aider le Pakistan à stabiliser son économie et à faire face à l'arrivée des réfugiés afghans. Ces mesures comprennent la conversion de montants pouvant aller jusqu'à 447 millions de dollars que le Pakistan a emprunté à l'Agence canadienne de développement international pour des programmes de développement social.

Dans le cadre du budget de 2001, le gouvernement a attribué un montant supplémentaire de 100 millions de dollars à l'aide et au développement humanitaires en Afghanistan. 🍁